

L'ÉDITO

Béatrice Delvaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

CHAPEAU ! JUNCKER REPREND LA MAIN

Reconnaître ses erreurs et corriger immédiatement le tir : le geste est rare en politique. Mis en difficulté par les *Luxembourg Leaks*, pourchassé pour son silence par la presse et les parlementaires européens, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a formidablement rebondi hier. Il a tiré les conclusions de sa faute de communication et fait ce qu'on attendait de lui : passer à l'action.

A un président qui semblait fuir

la presse mais surtout ses responsabilités - ce qui était suicidaire au début d'un mandat crucial pour l'Europe - a succédé le président attendu : déterminé, lucide, direct, qui agit tout en mettant chacun face à ses responsabilités.

Premier acte fort : Juncker reconnaît que le silence qui a suivi la révélation des *Lux Leaks* était une erreur - tout comme sa défection au colloque à Bozar. Second acte fort : s'il ne s'estime pas coupable des faits relevés

au Luxembourg, il en assume la responsabilité politique. Cela ne l'engage plus à rien - il n'est plus Premier ministre du Grand-Duché et ne peut donc plus démissionner -, mais c'est tout sauf une dérobade.

« *Le grand capital a de meilleurs amis*

dans cette maison que moi-même »

Trois, s'il remet le Luxembourg à sa juste place dans ce dossier - « *il n'y a pas d'exception luxembourgeoise mais un phénomène œcuménique en Europe* » -, ce n'est pas pour noyer le poisson : il y a un excès d'ingénierie fiscale.

Et quatre, il passe à l'action, solidement. Non seulement il confirme l'enquête de la Commission, mais il a décidé de préparer une directive forçant à l'échange des accords préalables fiscaux - qu'il devrait également faire endosser par le G20 à Brisbane. Il élargit même le champ d'action de la Commission sur ces dossiers, ajoutant l'angle d'attaque « fiscal » à celui de la « concurrence ».

Son passé de Premier ministre reste celui d'un Luxembourg qui siphonnait les recettes fiscales des autres Etats tandis que son Eurogroupe forçait la Grèce à l'austérité. Mais mercredi, le président Juncker s'est rebétonné un futur en se réappropriant une forte capacité d'action. Ses détracteurs d'hier risquent bien d'être les accusés de demain, car la balle est désormais dans

le camp des Etats membres. Voteront-ils à l'unanimité ces « harmonisations » qu'ils réclamaient à cor et à cri depuis une semaine et que Juncker vient de déposer sur leur table ? « *Le grand capital a de meilleurs amis dans cette maison (le Parlement) que moi* », ironisait-il hier. La charge de la preuve en tout cas, en ce moment, ne pèse plus sur lui.